



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CAHIER N° 2

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES DE L'ACCORD-CADRE (CCAP-AC)



FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES FORENSIQUES ET DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

Le présent accord-cadre comporte 8 feuillets (numérotés de 1 à 8) et 1 annexe.

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Durée.....	3
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 Durée.....	3
2. Décomposition.....	3
3. Montant.....	3
4. Documents contractuels.....	3
5. Conditions de passation des marchés subséquents.....	3
6. Conditions d'exécution.....	4
6.1 Lieux de livraison et d'exécution des prestations.....	4
6.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	4
6.3 Politique d'achat responsable.....	5
7. Modalités de détermination des prix.....	5
7.1 Forme, contenu et nature des prix.....	5
7.1.1 Forme des prix.....	5
7.1.2 Contenu des prix.....	6
7.1.3 Nature des prix.....	6
7.2 Modalités de détermination des prix de règlement.....	6
7.3 Modalités d'établissement des prix des marchés subséquents.....	6
7.4 Offres promotionnelles.....	6
8. Obligations du titulaire.....	7
9. Résiliation.....	7
10. Contentieux.....	7
11. Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger.....	7
12. Dérogation au CCAG/TIC.....	8

Annexe

Annexe I – Dispositions contractuelles des marchés subséquents

1. Objet de l'accord-cadre - Durée

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'équipements informatiques et électroniques forensiques et de lutte contre la cybercriminalité pour les besoins de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale, de la Douane et de l'Administration Pénitentiaire.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

1.2 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

2. Décomposition

L'accord-cadre se décompose en 6 lots :

- Lot 1 : Matériels d'investigations forensiques ;
- Lot 2 : Progiciels d'investigation numérique orientés terrain ;
- Lot 3 : Progiciels d'investigation numériques orienté laboratoire ;
- Lot 4 : Progiciels dédiés à la récupération et à l'analyse de traces internet orientés terrain ;
- Lot 5 : Solution d'aide à l'investigation permettant d'explorer le deepweb et le darkweb ;
- Lot 6 : Systèmes d'extraction et d'exploitation de données provenant de supports mobiles.

Les prestations susmentionnées sont réalisées conformément aux prescriptions figurant dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3. Montant

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, ni montant maximum.

4. Documents contractuels

L'accord-cadre, soumis aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 ;
- l'offre technique du titulaire.

Les dérogations éventuelles au CCAG/TIC figurent au dernier article du présent document.

5. Conditions de passation des marchés subséquents

Les services autorisés à passer les marchés subséquents sont identifiés au §1.1 du présent document.

Dès notification de l'accord-cadre, chaque service coordonné peut passer pendant toute la durée de l'accord-cadre un, ou, successivement, plusieurs marchés subséquents pour ses besoins.

A cet effet, le service coordonné adresse au titulaire un projet de marché subséquent rédigé sur la base des clauses contractuelles figurant en annexe I au présent document et dont l'acte d'engagement, complété et signé par le titulaire doit être retourné au service en vue de sa notification.

Chaque marché subséquent, conclu en application de l'accord-cadre, expire au plus tard tacitement à la fin de la durée de validité de ce dernier. Chaque marché subséquent peut comporter une ou plusieurs périodes de reconduction.

Les marchés subséquents prennent la forme d'accords-cadres à bons de commande. Les bons de commande passés en exécution de ces marchés peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Chaque service coordonné peut faire compléter l'offre du titulaire dans les limites imposées par l'article 79-II du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et avant la notification d'un marché subséquent. Ces éventuelles modifications ne peuvent avoir pour effet de remettre en cause la concurrence ayant abouti au choix du titulaire du présent accord-cadre ni de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre ou de modifier l'objet de l'accord-cadre.

Par ailleurs, chaque service coordonné peut modifier son marché subséquent conformément aux dispositions des articles 139 et 140 du décret 2016-360 précité.

Pour chaque lot et pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, le titulaire d'un lot a droit à l'exclusivité des achats de matériels et de prestations (listés dans le lot concerné) réalisés par les services coordonnés signataires de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions du présent accord-cadre.

6. Conditions d'exécution

6.1 Lieux de livraison et d'exécution des prestations

Les matériels peuvent être livrés sur des sites du territoire métropolitain et des DOM/COM.

Les formations peuvent avoir lieu en métropole et dans les DOM/COM.

Chaque bon de commande précise les adresses de livraison des matériels et les lieux d'exécution des formations.

6.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

D'une part, le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail.

De plus, lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque la personne publique est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

6.3 Politique d'achat responsable

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les matières premières utilisées dans la fabrication des articles à livrer, ainsi que ces derniers, doivent avoir été produits dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collective (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Les matières premières utilisées dans la fabrication des articles à livrer, ainsi que ces derniers, doivent avoir été produits dans des unités de production respectueuses de l'environnement (comportant des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses...).

Lorsque des équipements contiennent des substances dangereuses au-dessus du seuil de 0,1% du produit, ces substances sont listées sur les documents accompagnant le produit.

Le titulaire s'efforce de suivre les recommandations de la norme ISO 26000 relative à la responsabilité sociétale.

Pour manifester sa volonté de transparence, le titulaire est invité à présenter annuellement à l'Administration, au plus tard 6 mois après la reddition de ses comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle lui-même, ou les établissements dans lesquels il possède une participation majoritaire, opère ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et des taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur ;
- des subventions publiques reçues.

7. Modalités de détermination des prix

7.1 Forme, contenu et nature des prix

7.1.1 Forme des prix

Les prix initiaux figurant en annexe de l'acte d'engagement sont :

- libellés en euros ;
- forfaitaires pour les formations du sous-poste 2.3 du lot 2 ;
- unitaires pour les autres prestations ;
- hors taxes ;

- toutes taxes comprises (le taux de TVA est indiqué à part) ;
- avec au plus 2 décimales ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres (novembre 2018).

7.1.2 Contenu des prix

Les prix comprennent :

- la réalisation des prestations ;
- l'emballage et le conditionnement ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement compris) ;
- tous les frais et droits de douane éventuels ;
- et plus généralement tous les frais relatifs à la réalisation des prestations.

7.1.3 Nature des prix

Les prix sont révisables par ajustement en référence au barème public du titulaire.

7.2 Modalités de détermination des prix de règlement

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations ; il s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

À la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, si le titulaire modifie dans son barème les prix des prestations objet de l'accord-cadre, il communique par écrit au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 2 mois, la date d'application des nouveaux prix extraits de son barème, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués. Du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme au barème concerné. Cet extrait est adressé au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception de celui-ci, de 30 jours pour formuler ses observations et faire jouer éventuellement la clause de sauvegarde. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

L'extrait transmis constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème qui ne pourra entrer en vigueur qu'à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

L'ajustement se fait en baisse comme en hausse par référence au barème du titulaire.

Le prix de règlement résultera de l'application du taux de remise de base et éventuellement des remises supplémentaires au barème en vigueur, à la date contractuelle de la commande des prestations.

Clause de sauvegarde :

Si l'évolution moyenne des prix par lot entraîne une variation de plus de 2 % par an et si l'évolution d'une référence au moins par lot entraîne une variation de plus de 8 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour le lot concerné sans indemnité.

7.3 Modalités d'établissement des prix des marchés subséquents

Les prix initiaux figurant à l'acte d'engagement d'un marché subséquent résultent de l'évolution des prix figurant à l'annexe financière de l'accord-cadre à la date de signature de l'acte d'engagement du marché subséquent par le titulaire.

7.4 Offres promotionnelles

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de faire bénéficier les services coordonnés de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble ou à une partie de sa clientèle. Les prix induits par une offre promotionnelle ne s'appliquent que dès lors qu'ils constituent une remise plus importante que celle figurant aux annexes financières de l'accord-cadre.

8. Obligations du titulaire

Pour les formations, le titulaire assume une obligation de moyens. Le titulaire doit s'assurer de la qualification technique et de la capacité pédagogique des personnes chargées des formations, de manière à garantir la qualité et l'efficacité des formations réalisées. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger le remplacement d'un intervenant qui ne présenterait pas les qualités requises.

Pour toutes les autres prestations, le titulaire assume une obligation de résultat.

9. Résiliation

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du prestataire, sans mise en demeure préalable et sans indemnités.

Lorsque le prestataire, postérieurement à la notification de l'accord-cadre, contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou a été exclu de toute participation aux marchés publics de la personne publique, l'accord-cadre peut être résilié en application des dispositions de l'article 42 du CCAG/TIC.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, qu'il y ait ou non faute du prestataire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions énoncées au chapitre 8 du CCAG/TIC.

Toute violation ou inobservation par le prestataire des mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du contrat à ses torts et le retrait de l'habilitation de l'entreprise à l'accès aux informations ou supports classifiés, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne également la résiliation des marchés subséquents.

10. Contentieux

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 Rue de Jouy – 75004 PARIS
Tél : +33(0)1.44.59.44.00 – Télécopie : +33(0)1.44.59.46.46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

11. Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

12. Dérogation au CCAG/TIC

Néant.